

b) Ausbildung zum Betriebsleiter :

128 Stunden pro Jahr.

3. Integrierte Kurse :

a) Lehre :

1. Jahr : 360 Stunden;

2. und 3. Jahr : 288 Stunden pro Jahr.

b) Ausbildung zum Betriebsleiter :

256 Stunden pro Jahr

4. Sprachkurze :

Ausbildung zum Betriebsleiter :

96 Stunden pro Jahr während zwei Jahren.

§ 2. Für die Fachkurse und die integrierten Kurse kann der Minister nach begründetem Gutachten des Instituts von den in § 1 festgelegten Normen abweichen aufgrund des technischen Charakters des Berufes oder der Berufsgruppen, die der Kursus zum Gegenstand hat.

Art. 28. Die Anerkennung der Kurse erfolgt nach einer Probezeit, die nicht länger als 8 Wochen sein darf, nicht mehr als 48 Unterrichtsstunden umfassen darf und die sich mit Ausnahme einer vom Institut gewährten Abweichung nicht über den 30. November hinaus erstrecken darf.

Die Anerkennung erfolgt innerhalb von 4 Wochen nach der Probezeit.

Im Laufe des Monats Januar überprüft die Verwaltung, ob die erforderlichen Teilnehmerzahlen am Ende der Probezeit noch erreicht werden. Die Zählung der Teilnehmer erfolgt entsprechend den in Artikel 25 festgelegten Vorschriften.

Möchte ein Organisator von Kursen weiterhin die Kurse organisieren, obwohl die erforderliche Teilnehmerzahl nicht erreicht wird, werden die Anerkennung der Kurse und auch die Zahlung der Lehrgelöhler aufrechterhalten, doch die Pauschalzuschüsse pro Unterrichtsstunde werden gestrichen.

Art. 29. Die Kandidaten, für die keine mündlichen Fachkurse organisiert werden, können in Zusammenarbeit mit dem Organisator von Kursen eine vom Institut koordinierte Ausbildung erhalten.

Art. 30. Das Lehrpersonal wird entsprechend einer vom Minister gutgeheißenen Vorschrift für die Einstellung der Lehrer angeworben.

KAPITEL VII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 31. Eine vom Minister gutgeheißenen Vorschrift für die Organisation der Kurse legt die Bestimmungen zur Anwendung des vorliegenden Erlasses fest.

Art. 32. Der Ministerialerlaß vom 27. Oktober 1978 über die Grundausbildung, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 20. Juli 1982 und 24. November 1982, ist aufgehoben.

Art. 33. Der Gemeinschaftsminister für Ausbildung ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 34. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Eupen, den 23. Dezember 1987.

Für die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Vorsitzende der Exekutive,

J. MARAITE

Der Gemeinschaftsminister für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien,

B. FAGNOUL

TRADUCTION

COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 88 — 87

23 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif relatif aux cours de formation de base dans la formation permanente des classes moyennes

L'Exécutif de la Communauté germanophone,

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes, notamment les articles 11 et 12;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 22 décembre 1987;

Vu l'urgence motivée par le fait que les conditions d'accès aux cours de formation de base ainsi que les règles d'organisation de ces cours doivent être établies dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre de la Formation, de l'Animation culturelle et des Médias et vu la délibération de l'Exécutif du 23 décembre 1987.

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1er. Les cours de formation de base sont organisés aux stades de l'apprentissage et de la formation de chef d'entreprise.

Ils comprennent :

1. pour l'apprentissage : des cours de formation générale et professionnelle complémentaires à la formation pratique dans l'entreprise;
2. pour la formation de chef d'entreprise : des cours de gestion et de connaissances professionnelles préparant à la gestion générale, technique, commerciale, financière et administrative d'une petite ou moyenne entreprise. Ils complètent en principe la pratique professionnelle.

Art. 2. Les cours doivent être conformes au programmes de formation de base agréés par le Ministre compétent en matière de formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « Le Ministre ».

CHAPITRE II. — Programmes

Art. 3. Au stade de l'apprentissage :

1. Le programme de formation générale et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes favorisant l'éducation et le développement de la personnalité.

2. Le programme de formation professionnelle et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à la formation théorique des auditeurs dans la profession choisie et complètent la formation pratique.

Art. 4. Au stade de la formation de chef d'entreprise :

1. Le programme de gestion et les cours qui y correspondent portent sur tous les problèmes afférents à une petite ou moyenne entreprise, qu'ils soient d'ordre technique, commercial, financier ou administratif.

2. Le programme de connaissances professionnelles et les cours qui y correspondent portent sur les matières nécessaires à la formation théorique des auditeurs dans la profession choisie. Ils complètent en principe la pratique professionnelle.

Art. 5. Les cours de formation générale ou les cours de gestion et les cours professionnels peuvent être réunis en un seul cours dit « intégré ». Le Ministre détermine pour quelles professions des cours intégrés peuvent être organisés.

Art. 6. Des modifications aux programmes de base et aux cours qui y correspondent peuvent être autorisées par le Ministre, sur avis ou proposition motivée de l'Institut de Formation permanente des Classes moyennes, ci-après dénommé « l'Institut », lorsqu'elles ont pour but de promouvoir des innovations pédagogiques et/ou techniques.

CHAPITRE III. — Auditeurs

Section 1. Stade de l'apprentissage

Art. 7. Sont admis aux cours :

1. Les apprentis engagés dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par le Ministre ainsi que les apprentis formés en vertu d'un engagement d'apprentissage contrôlé.

2. Les auditeurs qui, sans être apprentis :
ont satisfait à l'obligation scolaire à temps plein;
apprennent en entreprise la pratique d'une profession indépendante figurant sur la liste des professions indépendantes figurant sur la liste des professions que peuvent faire l'objet d'un contrat d'apprentissage;
répondent aux conditions de formation antérieure exigée des bénéficiaires d'un contrat d'apprentissage dans la profession.

Art. 8. § 1er. Sur base des renseignements fournis par le secrétaire d'apprentissage, l'apprenti ou son représentant légal choisit les Centres de Formation permanente ou les lieux de formation, où l'apprenti suivra les cours.

§ 2. L'organisateur de cours inscrit les auditeurs aux cours appropriés de formation générale et/ou professionnelle.

Pour autant que les exigences de l'obligation scolaire soient respectées et sous réserve de l'accord de l'Institut, il peut dispenser de suivre tout ou partie d'un ou plusieurs cours de connaissances générales les auditeurs qui prouvent une connaissance suffisante de la matière.

Cette dispense est accordée en conformité avec le règlement des cours approuvé par le Ministre.

§ 3. L'Institut contrôle la fréquentation des cours par les apprentis et coordonne la guidance pédagogique.

Section 2. Stade de la formation de chef d'entreprise

Art. 9. Sont admis aux cours les auditeurs qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire et qui répondent à l'une des conditions de formation antérieure ci-après :

a) Etre titulaire d'un certificat d'apprentissage ou avoir réussi les épreuves de connaissances générales et de connaissances professionnelles de fin d'apprentissage.

Les apprentis titulaires d'une attestation de réussite de la partie de l'examen de fin d'apprentissage portant sur la formation générale sont autorisés à suivre les cours de connaissances de gestion.

b) Avoir suivi avec fruit soit le 2^e degré de l'enseignement secondaire, soit la 4^e année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, soit la 6^e année de l'enseignement secondaire professionnel et dans ce cas avoir obtenu le certificat de qualification.

Art. 10. L'admission de l'auditeur qui ne répond pas à l'une des conditions précitées est subordonnée à un examen de sa candidature réalisé par l'organisateur de cours et portant sur son curriculum vitae, sur ses aptitudes et sur ses motivations.

Art. 11. Les chefs d'entreprise artisanale ou commerciale établis sont dispensés de répondre aux conditions fixées par l'article 9.

Art. 12. Sous réserve de l'accord de l'Institut, l'organisateur de cours peut dispenser de suivre tout ou partie d'un ou plusieurs cours les auditeurs qui prouvent une connaissance suffisante de la matière.

Art. 13. Le Ministre peut, sur avis ou proposition motivée de l'Institut, relever les conditions établies en matière d'admission pour les professions ou groupes de professions exigeant un niveau plus élevé de formation antérieure.

Section 3. — Dispositions communes aux cours d'apprentissage et aux cours de formation de chef d'entreprise

Art. 14. Les auditeurs peuvent suivre les cours de connaissances générales ou les cours de gestion et les cours de connaissances professionnelles distinctement.

CHAPITRE IV. — Cours de langues

Art. 15. Des cours de langues peuvent être organisés au niveau de la formation de chef d'entreprise.

Art. 16. Sont admis aux cours au niveau de la formation de chef d'entreprise :

- a) les auditeurs de cours de formation de chef d'entreprise;
- b) les titulaires d'une attestation de fréquentation des cours de formation de chef d'entreprise ou d'un diplôme de chef d'entreprise;
- c) les chefs d'entreprise établis et leurs proches collaborateurs.

Art. 17. L'organisation des cours de langues doit répondre à des justifications d'ordre pédagogique, technique et/ou économique.

CHAPITRE V. — Cours complémentaires de formation

Art. 18. § 1er. Les auditeurs admis aux cours d'apprentissage ou aux cours de formation de chef d'entreprise peuvent également participer à des cours complémentaires de formation.

§ 2. L'organisation des cours complémentaires de formation doit répondre à des justifications d'ordre pédagogique, technique et/ou économique.

§ 3. Le Ministre détermine, sur avis de l'Institut, les conditions auxquelles doivent répondre des cours pour pouvoir être agréés et subventionnés.

CHAPITRE VI. — Organisation des cours de formation permanente

Art. 19. Pour autant qu'ils répondent aux objectifs fondamentaux de la formation permanente des Classes moyennes, les cours et les cycles de cours qui respectent les normes définies ci-après peuvent être agréés par le Ministre.

Un cycle comprend plusieurs années de formation menant à une finalité dans un même stade.

Chaque cours groupe en principe les auditeurs d'une même année de formation.

Toutefois les auditeurs de deux ou trois années de formation peuvent être groupés pour des cours de connaissances professionnelles pour autant que cette mesure ne porte pas préjudice à l'enseignement de la matière, que les exigences de la scolarité obligatoire soient respectées et qu'il ne s'agisse pas d'une formation de chef d'entreprise dont la durée du cycle est de trois ans.

Art. 20. Les cours obligatoires de l'apprentissage sont organisés pendant la journée et se terminent au plus tard à 18 heures, sauf dérogation accordée par le Ministre sur avis de l'Institut, lorsque cette disposition ne peut être appliquée pour des motifs indépendants de la volonté de l'organisateur de cours.

Art. 21. Les cours de connaissances générales ou de gestion peuvent être agréés s'ils comptent 12 auditeurs.

Art. 22. Pour les cours de connaissances professionnelles, les cours de langues et les cours intégrés sont en vigueur les normes minimum suivante :

A. Au stade de l'apprentissage :

nombre minimum d'auditeurs par cours	$\frac{1\text{re année}}{4}$	$\frac{2\text{e année}}{4}$	$\frac{3\text{e année}}{4}$
--------------------------------------	------------------------------	-----------------------------	-----------------------------

L'organisation d'un cours groupé est autorisée pour des cours de connaissances professionnelles pour autant qu'il comporte au moins 4 auditeurs.

B. Au stade de la formation de chef d'entreprise :

1. Pour les cours de connaissances professionnelles et les cours intégrés dont la durée du cycle est de deux ans, sont en vigueur les normes minimum suivantes :

nombre minimum d'auditeurs par cours	$\frac{1\text{re année}}{6}$	$\frac{2\text{e année}}{4}$
--------------------------------------	------------------------------	-----------------------------

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, deux années distinctes de cours de connaissances professionnelles peuvent être maintenues, à condition que l'effectif global des deux années soit de 10 auditeurs avec un minimum de 4 auditeurs par année.

L'organisation d'un cours groupé est autorisée pour des cours de connaissances professionnelles pour autant qu'il comporte au moins 4 auditeurs.

2. Pour les cours de connaissances professionnelles et les cours intégrés dont la durée du cycle est de trois ans, sont en vigueur les normes minimum suivantes :

nombre minimum d'auditeurs par cours	$\frac{1\text{re année}}{6}$	$\frac{2\text{e année}}{4}$	$\frac{3\text{e année}}{4}$
--------------------------------------	------------------------------	-----------------------------	-----------------------------

3. Pour les cours de langues sont en vigueur les normes minimum suivantes :

nombre minimum d'auditeurs par cours	$\frac{1\text{re année}}{12}$	$\frac{2\text{e année}}{6}$
--------------------------------------	-------------------------------	-----------------------------

C. Il est possible de déroger à la norme globale d'un cycle complet ou partiel pendant une durée maximale d'un an pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

Cette dérogation ne pourrait être à nouveau accordée pour le même cycle qu'à l'issue d'une période de trois ans.

Art. 23. La location des cours s'effectue sous la coordination de l'Institut et en concertation avec l'organisateur de cours.

L'Administration participe aux séances de localisation.

Art. 24. § 1er. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, selon les normes suivantes :

1^o Cours de connaissances générales ou de gestion :

Apprentissage	Nombre d'auditeurs		Nombre maximum de classes
		Formation de chef d'entreprise	
31		25	2
51		41	3
76		61	4
101		81	5
126		101	6
151		121	7
176		141	8
201		161	9
226		181	10
251		201	11
276		221	12
301		241	13
326		261	14
351		281	15 etc.

2^o Cours de connaissances professionnelles ou cours intégrés :

a) Cours donnés en classes normale :

Nombre d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise)		Nombre maximum de classes
25		2
41		3
61		4
81		5
101		6
121		7
141		8
161		9
181		10
201		11
221		12 etc.

b) Cours donnés exclusivement en classes-ateliers

Nombres d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise)		Nombre maximum de classes
18		2
35		3
52		4
69		5
86		6
103		7
120		8
137		9
154		10

c) Cours de langues :

Nombre d'auditeurs (apprentissage et formation de chef d'entreprise)		Nombre maximum de classes
21		2
41		3
61		4
81		5

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'au 31 janvier en apprentissage et jusqu'à la fin de la période probatoire en formation de chef d'entreprise.

§ 3. Le Ministre peut, sur avis motivé de l'Institut, déroger aux normes de division, en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

1. lorsqu'il s'agit de classes de connaissances générales dont les auditeurs appartiennent à une même profession ou à un groupe de professions connexes;
2. lorsque l'exiguïté des locaux de l'organisateur de cours de formation permanente ne permet pas de grouper le nombre d'auditeurs selon les normes prévues;
3. lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative particulières ou d'activités didactiques spécifiques;
4. lorsqu'il s'agit de la promotion d'innovations pédagogiques.

Art. 25. Pour l'application des normes prévues aux articles 21 à 24, il est tenu compte de tous les auditeurs régulièrement inscrits conformément aux articles 7 à 14 et qui ont été présents au cours une fois sur deux à dater du jour où ils ont commencé à suivre les cours.

Sont également pris en considération les auditeurs absents pour un motif valable, conformément au règlement des cours prévu à l'article 31.

Art. 26. Dans la composition des auditoires des cours de connaissances professionnelles, il est tenu compte, en outre, des dispositions suivantes :

1. les cours regroupent les auditeurs appartenant à une seule profession;
2. toutefois, lorsque dans une région déterminée, le nombre d'auditeurs appartenant à une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire répondant aux normes fixées à l'article 22, il peut être agréé des cours pour des auditeurs appartenant à deux ou plusieurs professions présentant des matières communes;

3. en outre, dans la même hypothèse, si les programmes de deux ou plusieurs professions présentent, pour une année de formation déterminée, des matières propres à chacune d'elles, il peut être agréé des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 27. § 1er. Le nombre d'heures de cours de connaissances générales et de connaissances professionnelles et de la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés, en tenant compte des nécessités pédagogiques, selon les normes suivantes :

1^o Cours de connaissances générales ou de gestion :

a) apprentissage :

1^{re} année : 180 heures;

2^e et 3^e années : 160 heures par année.

b) formation de chef d'entreprise :

128 heures par année.

2^o Cours de connaissances professionnelles :

a) apprentissage :

1^{re} année : 180 heures;

2^e et 3^e années : 128 heures par année.

b) formation de chef d'entreprise :

128 heures par année.

3^o Cours intégrés :

a) apprentissage :

1^{re} année : 360 heures;

2^e et 3^e années : 288 heures par année.

b) formation de chef d'entreprise :

256 heures par année.

4^o Cours de langues :

formation de chef d'entreprise : 96 heures par année pendant deux ans.

§ 2. Pour les cours de connaissances professionnelles et les cours intégrés, le Ministre peut, sur avis motivé de l'Institut, déroger aux normes fixées au § 1er en raison du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours.

Art. 28. Les cours sont agréés après une période probatoire qui ne peut s'étendre sur plus de huit semaines ni comporter plus de quarante-huit heures de cours et qui ne peut se prolonger au-delà du 30 novembre sauf dérogation accordée par l'Institut.

L'agrément est fait dans les quatre semaines qui suivent la période probatoire.

Dans le courant du mois de janvier, l'Administration vérifie si les effectifs requis à la fin de la période probatoire subsistent. Le comptage des auditeurs s'effectue selon les règles fixées à l'article 25.

Lorsqu'un organisateur de cours souhaite continuer à organiser des cours qui ne répondent plus aux conditions d'effectifs, l'agrément des cours est maintenue ainsi que le paiement des honoraires des professeurs, mais les subventions forfaitaires par heure de cours sont supprimées.

Art. 29. Les candidats pour lesquels aucun cours oral de connaissances professionnelles n'est organisé peuvent, en collaboration avec l'organisateur de cours, bénéficier d'une formation coordonnée par l'Institut.

Art. 30. Les professeurs sont recrutés par les Centres conformément au règlement de recrutement des professeurs approuvé par le Ministre.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 31. Un règlement des cours approuvé par le Ministre fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 32. L'arrêté ministériel du 27 octobre 1978 relatif aux cours de formation de base, modifié par les arrêtés ministériels des 20 juillet 1982 et 24 novembre 1982, est abrogé.

Art. 33. Le Ministre qui a la Formation permanente des Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 34. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1988.

Fait à Eupen, le 23 décembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté germanophone :

Le président de l'Exécutif,

J. MARAITE

Le Ministre de la Formation, de l'Animation culturelle et des Médias,

B. FAGNOUL

—
VERTALING

—
DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 88 — 87

23 DECEMBER 1987. — Besluit van de Executieve
betreffende de cursussen van basisopleiding in de permanente vorming van de Middenstand

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,
Gelet op het koninklijk besluit van 4 oktober 1978 betreffende de voortdurende vorming in de Middenstand,
inzonderheid op de artikelen 11 en 12;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 22 december 1987;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de voorwaarden voor de toegang tot de cursussen alsmede de regels voor de organisatie van deze cursussen zo spoedig mogelijk moeten worden vastgelegd;

Op de voordracht van de Gemeenschapsminister van Vorming, Culturele Animatie en Media en na de beraadslaging van de Executieve van 23 december 1987.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De cursussen van basisopleiding worden georganiseerd in de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd.

Zij omvatten :

1° voor de leertijd : cursussen algemene en beroepsopleiding die de praktijkopleiding in de onderneming aanvullen;

2° voor de opleiding tot ondernemingshoofd : cursussen bedrijfsbeheer en beroepskennis die voorbereiden op het algemeen technisch, commercieel, financieel en administratief beheer van een kleine of middelgrote onderneming.

In principe vullen zij de praktijkopleiding aan.

Art. 2. De cursussen dienen overeen te stemmen met de programma's van basisopleiding, erkend door de Gemeenschapsminister bevoegd inzake vorming, hierna « De Minister » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Programma's*

Art. 3. In het stadium leertijd :

1. Het programma en de cursussen algemene vorming hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes die de opvoeding en de ontwikkeling van de persoonlijkheid bevorderen.

2. Het programma en de cursussen beroepsopleiding hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor de theoretische opleiding van de cursisten in het gekozen beroep en vullen de praktische opleiding aan.

Art. 4. In het stadium opleiding tot ondernemingshoofd :

1. Het programma en de cursussen bedrijfsbeheer hebben betrekking op alle technische, commerciële, financiële en administratieve problemen van een kleine of middelgrote onderneming.

2. Het programma en de cursussen beroepskennis hebben betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor de theoretische opleiding van de cursisten in het gekozen beroep.

In principe vullen zij de beroepspraktijk aan.

Art. 5. De cursussen algemene vorming of de cursussen bedrijfsbeheer en de beroepsopleiding kunnen worden samengebracht in één enkele cursus, « geïntegreerde » cursus genoemd. De Minister bepaalt voor welke beroepen de geïntegreerde cursussen kunnen worden georganiseerd.

Art. 6. Wijzigingen in de basisprogramma's en in de cursussen die erop betrekking hebben, kunnen door de Minister worden toegelaten, op advies of met redenen omkleed voorstel van het Instituut voor permanente vorming van de Middenstand, hieronder het « Instituut » genoemd, wanneer zij het bevorderen van pedagogische en/of technische innovaties beogen.

HOOFDSTUK III. — *De cursisten*

Sectie 1. — Stadium leertijd

Art. 7. Tot de cursussen worden toegelaten :

1. de leerlingen verboden door een leerovereenkomst alsmede de leerlingen die krachtens een gecontroleerde leerverbintenis worden opgeleid;

2. de cursisten die zonder leerling te zijn :

aan de voltijdse leerplicht hebben voldaan;

in een onderneming de praktijk leren van een zelfstandig beroep voorkomend op de lijst van de beroepen die in aanmerking komen voor een leerovereenkomst;

aan de voorwaarden voldoen inzake vooropleiding vereist van de begunstigden van een leerovereenkomst in het beroep.

Art. 8. § 1. Op grond van de door de leersecretaris verstrekte inlichtingen, kiest de leerling of zijn wettelijke vertegenwoordiger de Centra voor permanente Vorming of de opleidingscentra waarvan de onderwijsprogramma's door de Duitstalige Gemeenschap zijn erkend, beiden hierna « het Centrum » genoemd, waar de leerling de cursussen zal volgen.

§ 2. Het Centrum schrijft de deelnemers voor de gepaste cursussen algemene en/of beroepsopleiding in.

Voor zover aan de vereisten van de leerplicht is voldaan en onder voorbehoud van het akkoord van het Instituut kan het de cursisten die een voldoende kennis van de leerinhoud vertonen, ervan vrijstellen het geheel of een gedeelte van één of meerdere cursussen te volgen.

Deze vrijstelling wordt toegestaan overeenkomstig het door de Minister goedgekeurde reglement van de cursussen.

§ 3. Het Instituut controleert of de leerlingen de lessen regelmatig volgen en coördineert de pedagogische begeleiding.

Sectie 2. — Stadium opleiding tot ondernemingshoofd

Art. 9. Worden tot de leergangen toegelaten de cursisten die niet meer aan de leerplicht onderworpen zijn en die voldoen aan één van de hierna vermelde voorwaarden van vooropleiding :

a) titularis zijn van een getuigschrift van leertijd of geslaagd zijn voor de examens einde leertijd van algemene kennis en van beroepskennis.

De leerlingen, titularis van een attest waaruit blijkt dat ze geslaagd zijn voor het gedeelte van het examen einde leertijd dat betrekking heeft op de algemene vorming, kunnen de cursussen bedrijfsbeheer volgen;

b) met vrucht hetzij de 2e graad van het secundair onderwijs, hetzij het 4e jaar van het algemeen of technisch secundair onderwijs of van het secundair kunstonderwijs gevolgd hebben en in dat geval het kwalificatiegetuigschrift hebben bekomen.

Art. 10. De toelating van de cursist die niet voldoet aan één van de voormelde voorwaarden, hangt af van een onderzoek van zijn kandidatuur door het Centrum dat betrekking heeft op zijn curriculum vitae, zijn bekwaamheden en zijn motivatie.

Art. 11. De gevestigde ondernemingshoofden van een ambachtelijke of handelsonderneming zijn ervan vrijgesteld te voldoen aan de voorwaarden van artikel 9.

Art. 12. Onder voorbehoud van het akkoord van het Instituut kan het Centrum de cursisten die bewijzen een voldoende kennis van de leerinhoud te bezitten, ervan vrijstellen het geheel of een deel van één of meerdere cursussen te volgen.

Art. 13. De Minister kan op advies of beredenerd voorstel van het Instituut de vastgelegde toelatingsvoorwaarden verhogen voor de beroepen of beroepsgroepen waarvoor een hoger niveau van vooropleiding vereist is.

Sectie 3. — Bepalingen gemeen aan de cursussen gegeven in de stadia leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd

Art. 14. De cursisten kunnen de cursussen algemeen kennis of de cursussen bedrijfsbeheer en de cursussen beroepskennis afzonderlijk volgen.

HOOFDSTUK IV. — *Taalcursussen*

Art. 15. Taalcursussen kunnen worden georganiseerd in het kader van de opleiding tot ondernemingshoofd.

Art. 16. Worden toegelaten tot de cursussen in het kader van de opleiding tot ondernemingshoofd :

- a) de cursisten van cursussen opleiding tot ondernemingshoofd;
- b) de titularissen van een diploma van ondernemingshoofd of van een attest waaruit blijkt dat ze de cursussen opleiding tot ondernemingshoofd hebben gevolgd;
- c) de gevestigde ondernemingshoofden en hun naaste medewerkers.

Art. 17. De organisatie van de taalcursussen moet pedagogisch, technisch en/of economisch verantwoord zijn.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende vormingscursussen*

Art. 18. § 1. De cursisten toegelaten tot de cursussen verstrekt in het stadium leertijd of tot de cursussen verstrekt in het stadium opleiding tot ondernemingshoofd kunnen eveneens deelnemen aan bijkomende vormingscursussen.

§ 2. De organisatie van de bijkomende vormingscursussen moet pedagogisch, technisch en/of economisch verantwoord zijn.

§ 3. De Minister bepaalt op advies van het Instituut de voorwaarden waaraan deze cursussen moeten voldoen om erkend en gesubsidieerd te kunnen worden.

HOOFDSTUK VI. — *Organisatie van de cursussen van permanente vorming*

Art. 19. Voor zover zij beantwoorden aan de fundamentele doelstellingen van de permanente vorming in de Middenstand, kunnen de cursussen en de cyclussen van cursussen die de hierna bepaalde normen naleven, door de Minister worden erkend.

Een cyclus van cursussen omvat verscheidene jaren vorming die tot een finaliteit in een zelfde stadium leiden.

Elke cursus omvat in principe de deelnemers van een zelfde vormingsjaar.

De cursisten van twee of drie vormingsjaren mogen echter voor de cursussen beroepskennis worden gegroepeerd voor zover het onderwijs daardoor niet wordt belemmerd, de voorwaarden inzake leerplicht worden nageleefd en het niet gaat om een opleiding tot ondernemingshoofd waarvan de cyclus drie jaar duurt.

Art. 20. De verplichte cursussen van de leertijd worden overdag georganiseerd en eindigen uiterlijk om 18 uur, behalve afwijking toegestaan door de Minister op advies van het Instituut, als deze bepaling niet kan worden toegepast om redenen onafhankelijk van de wil van het Centrum.

Art. 21. De cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer kunnen worden erkend als er 12 ingeschreven cursisten zijn.

Art. 22. Voor de cursussen beroepskennis, de geïntegreerde cursussen en de taalcursussen gelden volgende minimumnormen :

A. In het stadium leertijd :

Minimumaantal cursisten per cursus $\frac{1\text{ste jaar}}{4}$ $\frac{2\text{e jaar}}{4}$ $\frac{3\text{e jaar}}{4}$

De deelnemers aan de cursussen beroepskennis mogen worden gegroepeerd indien het minimumaantal van 4 cursisten wordt bereikt.

B. In het stadium opleiding tot ondernemingshoofd.

1. Voor de cursussen beroepskennis en de geïntegreerde cursussen waarvan de duur twee jaar bedraagt, is het minimumaantal cursisten als volgt vastgelegd :

Minimumaantal cursisten per cursus $\frac{1\text{ste jaar}}{6}$ 2e jaar 4

Wanneer het voormelde effectief niet bereikt is, kunnen twee afzonderlijke jaren van cursussen beroepskennis worden behouden op voorwaarde dat het globaal effectief voor de twee jaren 10 cursisten bedraagt, met een minimumaantal van 4 cursisten per jaar.

De deelnemers aan de cursussen beroepskennis mogen worden gegroepeerd indien het minimumaantal van 4 cursisten wordt bereikt.

2. Voor de cursussen beroepskennis en de geïntegreerde cursussen waarvan de duur drie jaar bedraagt, is het minimumaantal cursisten als volgt vastgelegd :

Minimumaantal cursisten per cursus $\frac{1\text{ste jaar}}{6}$ $\frac{2\text{e jaar}}{4}$ $\frac{3\text{e jaar}}{4}$

3. Voor taalcursussen is het minimumaantal cursisten als volgt vastgelegd :

Minimumaantal cursisten per cursus $\frac{1\text{ste jaar}}{12}$ $\frac{2\text{e jaar}}{6}$

C. Het is mogelijk af te wijken van de globale norm van een volledige of gedeeltelijke cyclus gedurende een maximale periode van één jaar voor zover ieder cursusjaar minstens 4 cursisten telt.

Deze afwijking kan voor dezelfde cyclus slechts opnieuw verleend worden na afloop van een periode van drie jaar.

Art. 23. De lokalisatie van de cursussen geschiedt onder controle van het Instituut en in overleg met het Centrum.

Art. 24. § 1. Het auditorium van eenzelfde cursusjaar kan gesplitst worden rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, overeenkomstig de volgende normen :

1. Cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer :

Leertijd	Aantal cursisten		Maximumaantal klassen
	Opleiding tot ondernemingshoofd		
31	25		2
51	41		3
76	61		4
101	81		5
126	101		6
151	121		7
176	141		8
201	161		9
226	181		10
251	201		11
276	221		12
301	241		13
326	261		14
351	281		15 enz.

2. Cursussen beroepskennis of geïntegreerde.

a) Cursussen gegeven in normale klassen :

Aantal cursisten (leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd)	Maximumaantal klassen
25	2
41	3
61	4
81	5
101	6
121	7
141	8
161	9
181	10
201	11
221	12 enz.

b) Cursussen uitsluitend gegeven in atelier-klassen :

Aantal cursisten (leertijd en opleiding tot ondernemingshoofd)	Maximumaantal klassen
18	2
35	3
52	4
69	5
86	6
103	7
120	8
137	9
154	10

c) Taalcursussen :

Aantal cursisten (leertijd en opleigind tot ondernemingshoofd)	Maximumaantal klassen
21	2
41	3
61	4
81	5

§ 2. De splitsing van de auditoria is toegelaten tot 31 januari voor de leertijd en tot op het einde van de proefperiode voor de opleiding tot ondernemingshoofd.

§ 3. De Minister kan op beredeneerd advies van het Instituut afwijken van de splitsingsnormen, door een lager aantal cursisten per klas toe te laten :

1. wanneer het klassen algemene kennis betreft waarvan de cursisten tot een zelfde beroep of tot een groep verwante beroepen behoren;
2. wanneer de engheid van de lokalen van het Centrum het niet mogelijk maakt het aantal cursisten te groeperen overeenkomstig de vastgestelde normen;
3. wanneer het om bijzondere praktische demonstratielessen of om bijzondere didactische activiteiten gaat;
4. wanneer het de bevordering van pedagogische nieuwigheden betreft.

Art. 25. Voor de toepassing van de in de artikelen 21 tot 24 bepaalde normen wordt rekening gehouden met alle cursisten regelmatig ingeschreven overeenkomstig de artikelen 7 tot 14 en die één keer op twee op de cursus aanwezig waren vanaf de dag waarop zij de cursussen begonnen te volgen.

Worden eveneens in aanmerking genomen de cursisten afwezig om een geldige reden, overeenkomstig het reglement bepaald in artikel 37.

Art. 26. In de samenstelling van de auditoria van de cursussen beroepskennis wordt bovendien rekening gehouden met de volgende bepalingen :

1. In de cursussen worden de cursisten van één zelfde beroep gegroepeerd.

2. Wanneer echter in een bepaald gewest onvoldoende cursisten zijn in één zelfde beroep om een auditorium te vormen dat voldoet aan de normen in artikel 22 vastgesteld, kunnen cursussen worden erkend voor cursisten van twee of meerdere beroepen die gemeenschappelijke leerstof hebben;

Indien bovendien, in datzelfde geval, het programma van twee of meerdere beroepen voor een bepaald vormingsjaar leerstof biedt die specifiek is voor elk beroep, kunnen cursussen worden erkend die uit een gemeenschappelijk gedeelte en een voor elk beroep specifiek gedeelte bestaan.

Art. 27. § 1. Het aantal uren voor de cursussen algemene kennis en beroepskennis en de verdeling van deze uren per leerstof en per jaar worden vastgesteld rekening houdend met de pedagogische noodwendigheden, volgens de volgende normen :

1. Cursussen algemene kennis of bedrijfsbeheer :

a) leertijd :

1e jaar : 180 uren;

2e en 3e jaar : 128 uren per jaar;

b) opleiding tot ondernemingshoofd : 128 uren per jaar.

2. Cursussen beroepskennis :

a) leertijd :

1e jaar : 180 uren;

2e en 3e jaar : 128 uren per jaar;

b) opleiding tot ondernemingshoofd : 128 uren per jaar.

3. Geïntegreerde cursussen :

a) leertijd :

1e jaar : 360 uren;

2e en 3e jaar : 288 uren per jaar;

b) opleiding tot ondernemingshoofd : 256 uren per jaar.

4. Taalcursussen :

Opleiding tot ondernemingshoofd : 96 uren per jaar gedurende twee jaar.

§ 2. Voor de cursussen beroepskennis en de geïntegreerde cursussen kan de Minister op beredeneerd advies van het Instituut afwijken van de in § 1 vastgestelde normen op grond van het technische karakter van het beroep of van de groep beroepen die het voorwerp van de cursus uitmaken.

Art. 28. De cursussen worden erkend na een proefperiode die niet langer dan acht weken mag duren noch meer dan achtenveertig lessen mag tellen en die zich niet na 30 november mag voortzetten behalve afwijking door het Instituut verleend.

De erkenning geschiedt binnen de vier weken die op de proefperiode volgen.

In de loop van de maand januari gaat de Administratie na of het effectief vereist op het einde van de proefperiode ongewijzigd blijft. De telling van de cursisten geschiedt volgens de regels bepaald in artikel 25.

Wanneer een Centrum wenst door te gaan met het organiseren van cursussen die niet meer beantwoorden aan de voorwaarden inzake effectief, blijft de erkenning van de cursussen behouden alsmede de betaling van de erelonen van de leraren, maar de forfaitaire subsidies per lesuur worden afgeschaft.

Art. 29. De gegadigden voor wie geen mondelinge cursus beroepskennis wordt georganiseerd, kunnen in samenwerking met het Centrum een door het Instituut gecoördineerde opleiding genieten.

Art. 30. De leraren worden aangeworven overeenkomstig het door de Minister voor de aanwerving van de leraren goedgekeurde reglement.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 31. Een door de Minister voor de organisatie van de cursussen goedgekeurd reglement bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor dit besluit.

Art. 32. Het ministerieel besluit van 27 oktober 1978 betreffende de leergangen van basisopleiding, gewijzigd door de ministeriële besluiten van 20 juli 1982 en 24 november 1982, wordt opgeheven.

Art. 33. De Gemeenschapsminister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1988.

Eupen, 23 december 1987.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Gemeenschapsminister van Vorming,
Culturele Animatie en Media,

B. FAGNON.